

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201455]

## 2 FEVRIER 2017. — Décret relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

- 1° le FOREm : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 2° l'ONEm : l'Office National de l'Emploi;
- 3° l'activation d'allocations de travail : l'activation d'allocations visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 7°, b), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
- 4° le demandeur d'emploi inoccupé : la personne inscrite comme demandeur d'emploi auprès du FOREm et se trouvant dans une période d'inoccupation;
- 5° la période d'inoccupation : la période prenant cours à l'inscription du demandeur d'emploi auprès du Forem, pendant laquelle le demandeur d'emploi ne se trouve ni dans les liens d'un contrat de travail, ni dans une relation statutaire et n'exerce aucune activité d'indépendant à titre principal;
- 6° le jeune demandeur d'emploi : le demandeur d'emploi inoccupé qui n'a pas atteint l'âge de 25 ans;
- 7° le demandeur d'emploi de longue durée : le demandeur d'emploi inoccupé depuis plus de douze mois;
- 8° le demandeur d'emploi peu qualifié : le demandeur d'emploi qui ne possède pas de certificat ou diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, ou de certificat ou diplôme équivalent;
- 9° le demandeur d'emploi moyennement qualifié : le demandeur d'emploi qui possède, au maximum, un diplôme ou un certificat de l'enseignement secondaire supérieur, ou de certificat ou diplôme équivalent;
- 10° l'entrée en service : le jour où le travailleur débute l'exécution du contrat de travail.

Le Gouvernement arrête :

- 1° les qualités assimilées à la qualité de demandeur d'emploi inoccupé au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°;
- 2° les périodes d'occupation assimilées à la période d'inoccupation, au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°.

## CHAPITRE II. — Aides à l'engagement des demandeurs d'emploi

Section 1<sup>ère</sup>. — Champ d'application

**Art. 2.** Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas au demandeur d'emploi engagé par :

- 1° une institution d'enseignement universitaire en tant que membre du personnel académique et scientifique;
- 2° une autre institution d'enseignement en tant que membre du personnel enseignant;
- 3° l'Etat fédéral, y compris le Pouvoir judiciaire, le Conseil d'Etat, l'armée et la police fédérale;
- 4° une Communauté ou une Région, à l'exception d'un établissement d'enseignement pour un travailleur qui n'est pas visé aux 1° et 2°;
- 5° la Commission communautaire flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune;
- 6° un organisme d'intérêt public ou une institution publique qui est sous l'autorité des entités visées aux 3°, 4° ou 5°, à l'exception d'une institution publique de crédit, d'une entreprise publique autonome, d'une société publique de transport de personnes, d'une institution publique pour le personnel qu'elle engage en tant qu'intérimaire pour le mettre à la disposition d'utilisateurs en vue de l'exécution d'un travail temporaire, conformément à la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs et d'un établissement d'enseignement pour un travailleur qui n'est pas visé aux 1° et 2°.

## Section 2. — Activation des allocations de travail des jeunes demandeurs d'emploi

**Art. 3.** Le demandeur d'emploi qui fait l'objet d'un engagement bénéficie d'une allocation de travail s'il satisfait aux conditions suivantes la veille de la date de son entrée en service :

- 1° être un jeune demandeur d'emploi;
- 2° être peu qualifié ou moyennement qualifié et, dans ce dernier cas, inoccupé depuis au moins six mois;
- 3° avoir sa résidence principale sur le territoire de la région de langue française.

## Section 3. — Activation des allocations de travail de demandeurs d'emploi de longue durée

**Art. 4.** Le demandeur d'emploi qui fait l'objet d'un engagement bénéficie d'une allocation de travail, selon les modalités fixées par le Gouvernement, s'il satisfait aux conditions suivantes la veille de la date de son entrée en service :

- 1° être un demandeur d'emploi de longue durée;
- 2° avoir sa résidence principale sur le territoire de la région de langue française.

## Section 4. — Durée, montants et paiement des allocations de travail

**Art. 5.** L'allocation de travail visée à l'article 3 est octroyée pendant une durée de trente-six mois maximum, à dater de l'entrée en service. Le demandeur d'emploi ne peut bénéficier de cette allocation de travail qu'une seule fois, le cas échéant dans le cadre de plusieurs contrats de travail conclus avec un ou plusieurs employeurs dans le respect des modalités de suspension fixées par l'article 10.

L'allocation de travail visée à l'article 4 est octroyée pendant une durée de vingt-quatre mois maximum, à dater de l'entrée en service, le cas échéant dans le cadre de plusieurs contrats de travail conclus avec un ou plusieurs employeurs dans le respect des modalités de suspension fixées par l'article 10. Le demandeur d'emploi peut bénéficier de cette allocation de travail plusieurs fois, dès lors qu'il remplit les conditions d'octroi visées à l'article 4.

Le Gouvernement peut modifier la durée d'octroi des allocations de travail visées aux aliéna 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 6.** Sans préjudice de l'article 7, les allocations de travail visées aux articles 3 et 4 sont payées à concurrence de mensualités, dont le Gouvernement arrête les montants ainsi que la dégressivité.

Pour ce faire, le Gouvernement tient compte de l'évolution du marché de l'emploi pour les demandeurs d'emploi concernés, de la croissance économique et du budget.

L'allocation de travail est calculée et liquidée en fonction du régime de travail presté.

Le montant de l'allocation de travail perçu pour un mois calendrier déterminé est obtenu en multipliant respectivement le montant des mensualités arrêtées par le Gouvernement par une fraction dont :

1° le numérateur est égal au nombre d'heures pour lesquelles une rémunération est due durant la période couverte par ce contrat de travail qui se situe dans ce mois calendrier déterminé;

2° le dénominateur est égal à 4 fois la durée hebdomadaire moyenne de travail de la personne de référence augmentée des heures de repos compensatoire rémunérées suite à un régime de réduction de la durée de travail.

Si au cours d'un mois calendrier déterminé, le résultat de la formule visée à l'alinéa précédent dépasse respectivement le montant des mensualités arrêtées par le Gouvernement, le montant de l'allocation de travail qui peut être octroyée pour ce mois calendrier déterminé est égal au montant des mensualités arrêtées par le Gouvernement.

Conformément à l'article 7, § 1<sup>er</sup>bis, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, le montant de la mensualité de l'allocation de travail est déduite par l'employeur du salaire net auquel le travailleur a droit pour le mois concerné.

L'allocation de travail n'excède pas le salaire net du travailleur.

**Art. 7.** Le paiement d'une allocation de travail visée aux articles 3 et 4 est réduit ou suspendu pendant la durée durant laquelle le paiement de la rémunération est :

1° respectivement réduit ou suspendu par l'employeur, quelle qu'en soit la cause;

2° ou pris en charge par un tiers.

#### Section 5. — Octroi, suspension et cessation des allocations de travail

**Art. 8.** Sur la base des informations dont il dispose et conformément aux dispositions de la législation du chômage qui règlent les tâches des organismes visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, i), de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et de l'ONem en tant qu'opérateurs administratifs et techniques, l'ONem procède à l'octroi, la suspension, la cessation et la récupération de l'activation des allocations de travail visées aux articles 3 et 4.

Le Gouvernement peut adapter ou compléter les procédures d'octroi, de suspension, de cessation et de récupération de l'activation des allocations de travail.

La demande d'activation des allocations de travail est introduite par le demandeur d'emploi auprès des organismes visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, i), de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et doit être réceptionnée dans le délai arrêté par le Gouvernement. En cas de réception tardive de la demande par les organismes précités, l'activation peut être limitée, dans la mesure arrêtée par le Gouvernement.

Le demandeur d'emploi, qui a bénéficié d'une allocation de travail dans le cadre d'un contrat de travail conclu avec un employeur, ne doit pas introduire une nouvelle demande d'allocations de travail lorsque ce demandeur d'emploi a été réengagé par le même employeur, dans un délai inférieur à celui arrêté par le Gouvernement.

**Art. 9.** Il est interdit à un employeur, dans le but principal de bénéficier des avantages du présent décret, de :

1° résilier le contrat de travail d'un travailleur, en vue d'engager un demandeur d'emploi pour le remplacer;

2° résilier le contrat de travail d'un travailleur, en vue de le réengager plus tard dans la même fonction en qualité de demandeur d'emploi, ou de permettre son engagement comme demandeur d'emploi par un autre employeur de son groupement d'employeurs au sens de l'article 187 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses.

**Art. 10.** L'octroi d'une allocation de travail visée aux articles 3 et 4 est suspendu lorsque :

1° le contrat de travail conclu par le demandeur d'emploi prend fin;

2° le demandeur d'emploi n'a plus sa résidence principale sur le territoire de la région de langue française.

La suspension visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, prend effet le lendemain de la date de fin du contrat de travail. La suspension visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, prend effet le premier jour du deuxième mois qui suit la prise de connaissance des faits visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, par l'ONem.

La suspension est levée, sauf application de l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, à la demande du demandeur d'emploi lorsque :

1° il conclut un contrat de travail avec un employeur;

2° il a à nouveau sa résidence principale sur le territoire de la région de langue française.

L'octroi de l'allocation de travail peut être suspendu à plusieurs reprises.

**Art. 11.** L'octroi d'une allocation de travail visée aux articles 3 et 4 cesse lorsque :

1° les durées visées à l'article 5 arrivent à leurs termes respectifs;

2° en ce qui concerne l'allocation de travail visée à l'article 3, le demandeur d'emploi a vingt-huit ans;

3° en ce qui concerne l'allocation de travail visée à l'article 4, son octroi a été suspendu, conformément à l'article 10, pendant une période ininterrompue dépassant la durée fixée par le Gouvernement;

4° en ce qui concerne l'allocation de travail visée à l'article 4, le demandeur d'emploi a atteint l'âge légal de la pension.

La cessation de l'allocation de travail prend effet le premier jour du mois qui suit l'évènement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

*Section 6. — Banque de données*

**Art. 12.** Le demandeur d'emploi peut accéder à une banque de données électronique sécurisée sur le site internet du FOREm et y vérifier si, bien qu'il ne soit pas encore engagé par un employeur, il satisfait aux conditions pour bénéficier des allocations de travail visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup>, ou à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

Les informations obtenues au terme de cette vérification n'exonèrent pas le demandeur d'emploi de satisfaire aux conditions des articles 3 et 4, la veille de la date de son entrée en service chez l'employeur.

Le Forem assure la mise à jour de la banque de données sur base des informations dont il dispose ainsi que des documents justificatifs qui lui sont transmis par le demandeur d'emploi, tel qu'arrêté par le Gouvernement.

*Section 7. — Cumul*

**Art. 13.** Les allocations de travail visées aux articles 3 et 4 ne peuvent pas être cumulées concomitamment.

Elles ne peuvent pas être octroyées en même temps qu'un programme de remise au travail tel que visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou qu'une autre intervention financière dans la rémunération.

Elles peuvent en revanche être octroyées en même temps que les réductions de cotisations sociales.

*Section 8. — Surveillance, contrôle et sanctions*

**Art. 14.** Sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les allocations de travail et les cotisations de sécurité sociale, qui en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques, la surveillance et le contrôle du présent décret et de ses arrêtés d'exécution s'exercent conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

CHAPITRE III. — *Aides à l'engagement de travailleurs âgés*

**Art. 15.** L'article 339 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, remplacé par la loi du 27 décembre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« **Art. 339.** Le Gouvernement arrête les conditions et les règles selon lesquelles une réduction groupe-cible peut être octroyée au travailleur de la catégorie 1 visée à l'article 330, qui répond aux conditions minimales suivantes :

1<sup>o</sup> être âgé d'au moins 55 ans au dernier jour du trimestre;

2<sup>o</sup> avoir un salaire trimestriel de référence inférieur au plafond salarial arrêté par le Gouvernement.

La réduction équivaut, par trimestre, aux montants respectivement fixés par le Gouvernement pour les travailleurs qui, au dernier jour du trimestre, sont âgés d'au moins 55 à 57 ans, pour les travailleurs qui, au dernier jour du trimestre, sont âgés d'au moins 58 à 61 ans et pour les travailleurs qui, au dernier jour du trimestre, sont âgés d'au moins 62 ans.

La réduction cesse à dater du premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel les travailleurs ont atteint l'âge légal de la pension.

Le Gouvernement peut modifier l'âge minimum des travailleurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les montants de la réduction groupe-cible et les catégories d'âges qui en bénéficient. En tenant compte de l'évolution du marché de l'emploi pour les demandeurs d'emploi concernés, de la croissance économique et du budget, le Gouvernement peut également étendre le bénéfice de la réduction groupe-cible aux travailleurs d'autres catégories visées à l'article 330. ».

**Art. 16.** Dans l'article 338/1 de la même loi, inséré par le décret du 28 avril 2016, les mots « des sous-sections 2, 3, 5, 5bis, 7, 10, 11, 12, 13 et 14 » sont chaque fois remplacés par les mots « des sous-sections 2, 3, 10, 12, 13 et 14 ».

**Art. 17.** A l'article 338/2 de la même loi, inséré par le décret du 28 avril 2016, les mots « des articles 335 à 341bis, 346 à 347bis inclus, 353bis, 353bis/9 à 353bis/14, 353ter et 353quater » sont remplacés par les mots « des articles 335 à 338, 339, 341bis, 353bis/9, 353bis/10, 353bis/12 à 353bis/14, 353ter et 353quater ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales**Section 1<sup>ère</sup>. — Evaluation*

**Art. 18.** Le Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, charge le Forem de procéder, au moins une fois par législature, à l'évaluation du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Le Gouvernement ou son délégué peut préciser la forme et le contenu de l'évaluation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

*Section 2. — Dispositions modificatives*

**Art. 19.** Dans l'article 7, deuxième paragraphe, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, il est inséré un deuxième alinéa, rédigé comme suit : « L'habilitation visée à l'alinéa premier ne permet pas la prise de mesures visant à réduire les cotisations de sécurité sociale pour les employeurs du secteur du dragage, du remorquage et de la marine marchande ».

*Section 3. — Dispositions abrogatoires*

**Art. 20.** Dans l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, sont abrogés :

1<sup>o</sup> l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, zc), inséré par la loi du 22 décembre 2008;

2<sup>o</sup> l'article 7, § 1<sup>er</sup> quinquies, modifié par la loi du 22 décembre 2008.

**Art. 21.** Dans l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, modifié par la loi du 12 août 2000, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au troisième alinéa, les mots « par l'armateur et/ou » sont abrogés;

2<sup>o</sup> les quatrième, cinquième et sixième alinéas sont abrogés.

**Art. 22.** Dans l'article 37ter, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, remplacé par la loi du 20 juillet 2005 et modifié par la loi du 25 avril 2014, la première phrase est abrogée.

**Art. 23.** Dans le titre X, chapitre 11 de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, la section 2, comportant les articles 194 et 195, est abrogée.

**Art. 24.** Dans le titre IV, chapitre 7, section 3, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, à la sous-section 3, les articles 340 à 341 sont abrogés.

**Art. 25.** Dans le titre IV, chapitre 7, section 3, de la même loi-programme, la sous-section 5, comportant les articles 346 et 347, est abrogée.

**Art. 26.** Dans le titre IV, chapitre 7, section 3, de la même loi-programme, la sous-section 7, comportant l'article 353bis, inséré par la loi du 22 décembre 2003 et modifié par les lois du 19 juin 2009 et 4 juillet 2011, est abrogée.

**Art. 27.** Dans le titre IV, chapitre 7, section 3, de la même loi-programme, la sous-section 11, comportant l'article 353bis/11, inséré par la loi du 24 avril 2014, est abrogée.

**Art. 28.** Dans l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, les articles suivants sont abrogés :

1° les articles 36ter, 36sexies, et 129ter insérés par l'arrêté royal du 13 mars 2006;

2° les articles 129bis et 129quater insérés par l'arrêté royal du 11 juin 2009 et modifié par les arrêtés royaux du 19 mai 2009, 20 décembre 2012 et 22 janvier 2013;

3° l'article 131, inséré par l'arrêté royal du 13 juillet 2001 et modifié par l'arrêté royal du 23 juillet 2012;

4° l'article 131septies inséré par l'arrêté royal du 9 juillet 2000 et modifié par l'arrêté royal du 28 décembre 2011;

5° l'article 131octies, inséré par l'arrêté royal du 25 janvier 2002;

6° l'article 131nonies, inséré par l'arrêté royal du 19 avril 2010.

**Art. 29.** Dans le titre III, chapitre III, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I) visant à harmoniser les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, les articles suivants sont abrogés :

1° les articles 7 et 13;

2° l'article 8 modifié par l'arrêté royal du 28 mars 2007;

3° l'article 9 modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 2013 et l'arrêté royal du 26 janvier 2014;

4° l'article 9bis inséré par l'arrêté royal du 21 janvier 2004;

5° les articles 10 et 11 modifiés par l'arrêté royal du 28 mars 2007;

6° l'article 14bis, alinéa 1<sup>er</sup>, inséré par l'arrêté royal du 21 janvier 2004 et modifié par l'arrêté royal du 28 mars 2007.

**Art. 30.** Dans le titre III du même arrêté, le chapitre V comportant les articles 17 à 20 modifiés en dernier lieu par l'arrêté royal du 24 janvier 2013, le chapitre VII comportant les articles 28/1 à 28/1ter insérés par l'arrêté royal du 16 juillet 2004 et le chapitre XI comportant l'article 28/12 inséré par l'arrêté royal du 24 avril 2014 sont abrogés.

**Art. 31.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi de demandeurs d'emplois de longue durée modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 26 janvier 2014;

2° l'arrêté royal du 29 mars 2006 d'exécution de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs pour la promotion de mise à l'emploi des jeunes moins qualifiés ou très peu qualifiés, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 2 mai 2007;

3° l'arrêté royal du 11 juillet 2002 déterminant l'intervention financière du C.P.A.S. dans le coût salarial d'un ayant droit à l'intégration sociale qui est engagé dans le cadre du plan Activa, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du premier avril 2004;

4° l'arrêté royal du 14 novembre 2002 déterminant l'intervention financière du C.P.A.S. dans le coût salarial d'un ayant droit à une aide sociale financière qui est engagé dans le cadre du plan Activa, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 2004;

5° l'arrêté royal du 11 juillet 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'action sociale dans le cadre de l'intérim d'insertion (pour les ayants droit à l'intégration sociale);

6° l'arrêté royal du 14 novembre 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'action sociale pour un ayant droit à une aide sociale financière dans le cadre de l'intérim d'insertion, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 2004.

#### Section 4. — Dispositions transitoires

**Art. 32.** Pour les travailleurs entrés en service avant l'entrée en vigueur du présent décret, les employeurs conservent jusqu'au 30 juin 2020 au plus tard, le bénéfice des réductions de cotisations sociales patronales régies par ou en vertu des articles 340 à 341, 346, 347, 353bis et 353bis/11 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

Pour les réductions de cotisations sociales patronales visées à l'article 353bis, le salaire trimestriel de référence, visé à l'article 28/1, 3°, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I) visant à harmoniser les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, est inférieur au plafond salarial arrêté par le Gouvernement.

**Art. 33.** L'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, zc) et § 1<sup>er</sup>quinquies de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et l'article 131nonies de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage continuent à s'appliquer aux passages intervenus avant l'entrée en vigueur du présent décret et à ceux relatifs à des demandes d'octroi de la prime de passage introduites avant l'entrée en vigueur du décret.

Les primes relatives aux passages visés à l'alinéa précédent sont octroyées jusqu'à leur terme.

**Art. 34.** L'article 36*sexies* de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage continue à s'appliquer aux établissements comme indépendant dont la période préparatoire a débuté avant l'entrée en vigueur du présent décret et ceux relatifs à des demandes d'octroi de l'allocation introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les allocations d'établissement octroyées pour les établissements visés à l'alinéa précédent sont octroyées jusqu'à leur terme.

**Art. 35.** L'article 131*septies* de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage continue à s'appliquer aux engagements qui prennent cours avant l'entrée en vigueur du présent décret et ceux ayant fait l'objet de demandes d'octroi d'un complément de mobilité introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 36.** Les articles 129*bis* à 129*quater* de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage continuent à s'appliquer aux engagements, recrutements statutaires ou établissements comme indépendant qui prennent cours avant l'entrée en vigueur du présent décret, aux engagements, recrutements statutaires ou établissements comme indépendant ayant fait l'objet d'une demande d'octroi ou de renouvellement d'un complément de reprise du travail avant l'entrée en vigueur du présent décret et aux engagements, recrutements statutaires ou établissements comme indépendant ayant fait l'objet d'une demande de renouvellement introduite après l'entrée en vigueur du présent décret.

Les compléments de reprise du travail pour les engagements, recrutements statutaires et établissements visés à l'alinéa précédent sont octroyés jusqu'à leur terme pour les compléments temporaires et au maximum jusqu'au 30 juin 2020 pour les compléments à durée indéterminée.

**Art. 37.** L'article 36*ter* de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage continue à s'appliquer aux formations professionnelles individuelles en entreprise qui prennent cours avant l'entrée en vigueur du présent décret et aux formations professionnelles individuelles en entreprise ayant fait l'objet de demandes de l'allocation de formation introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les allocations octroyées pour les formations visées à l'alinéa précédent sont octroyées jusqu'au terme de la formation professionnelle individuelle en entreprise.

**Art. 38.** L'article 131 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage continue à s'appliquer aux formations professionnelles qui prennent cours avant l'entrée en vigueur du présent décret et aux formations professionnelles ayant fait l'objet de demandes d'octroi du complément introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 39.** L'article 131*octies* de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage continue à s'appliquer aux formations professionnelles et aux actions de formation ou d'insertion qui prennent cours avant l'entrée en vigueur du présent décret et aux formations professionnelles, aux actions de formation ou d'insertion ayant fait l'objet de demandes d'octroi du complément introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les compléments pour les formations et actions visées à l'alinéa précédent sont octroyées jusqu'au terme de la formation ou de l'action.

**Art. 40.** Les travailleurs entrés en service avant l'entrée en vigueur du présent décret, conservent leurs allocations de travail jusqu'au 30 juin 2020 au plus tard, conformément aux conditions fixées en vertu de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs de longue durée, de l'arrêté royal du 29 mars 2006 d'exécution de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, *m*), de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs pour la promotion de mise à l'emploi des jeunes moins qualifiés ou très peu qualifiés, tels qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Pour les travailleurs entrés en service avant l'entrée en vigueur du présent décret, les employeurs conservent les interventions financières versées par les C.P.A.S. jusqu'au 30 juin 2020 au plus tard, conformément aux conditions fixées en vertu de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 déterminant l'intervention financière du C.P.A.S. dans le coût salarial d'un ayant droit à l'intégration sociale qui est engagé dans le cadre du plan Activa et de l'arrêté royal du 14 novembre 2002 déterminant l'intervention financière du C.P.A.S. dans le coût salarial d'un ayant droit à une aide sociale financière qui est engagé dans le cadre du plan Activa, tels qu'en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 41.** Pour les travailleurs entrés en service avant l'entrée en vigueur du présent décret, les entreprises de travail intérimaire conservent les avantages octroyés dans le cadre de l'intérim d'insertion jusqu'au 30 juin 2020 au plus tard conformément aux conditions fixées en vertu de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'action sociale dans le cadre de l'intérim d'insertion (pour les ayants droit à l'intégration sociale) et de l'arrêté royal du 14 novembre 2002 déterminant l'intervention financière du centre public d'action sociale pour un ayant droit à une aide sociale financière dans le cadre de l'intérim d'insertion.

**Art. 42.** Le travailleur susceptible d'ouvrir le droit, la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, d'une réduction de cotisations de sécurité sociale en application de l'article 339 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, continue à bénéficier, jusqu'au dernier jour du trimestre précédent le trimestre au cours duquel il a atteint l'âge de 55 ans, de la réduction de cotisations de sécurité sociale telle que régie par cette disposition avant l'entrée en vigueur du présent décret.

A dater du 1<sup>er</sup> janvier 2018, par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le salaire trimestriel de référence du travailleur âgé est inférieur au plafond salarial arrêté par le Gouvernement.

**Art. 43.** Dans l'hypothèse où un travailleur bénéficie, dans une autre Région ou en Communauté germanophone, d'une activation d'allocations de travail, en application de dispositions fédérales abrogées par ou en vertu du présent décret après l'entrée en service, et installe sa résidence principale en région de langue française, le bénéfice de cette activation d'allocations de travail est maintenu au profit de ce travailleur jusqu'à son terme et au plus tard jusqu'au 30 juin 2020.



Dans l'hypothèse où un travailleur bénéficie, dans une autre Région ou en Communauté germanophone, d'une réduction de cotisations de sécurité sociale, en application de dispositions fédérales abrogées par ou en vertu du présent décret après son entrée en service, et est transféré vers une unité d'établissement située en région de langue française ou, si son employeur ne dispose pas d'unité d'établissement en Belgique, est principalement occupé sur le territoire de la région de langue française, l'octroi de cette réduction de cotisations de sécurité sociale est maintenu jusqu'à son terme et au plus tard jusqu'au 30 juin 2020.

Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ne s'appliquent pas lorsque l'entrée en service du travailleur, respectivement à l'origine de l'activation d'allocations de travail ou des réductions de cotisations de sécurité sociale, a eu lieu après l'abrogation des dispositions fédérales y visées par la Région dans laquelle étaient situées respectivement sa résidence principale ou l'unité d'établissement au sein de laquelle il est occupé.

Section 5. — Entrée en vigueur

**Art. 44.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 février 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-Etre animal,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,

C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,

P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—————  
Note

(1) Session 2016-2017.

Documents du Parlement wallon, 698 (2016-2017) N<sup>os</sup> 1 à 11.

Compte rendu intégral, séance plénière du 1<sup>er</sup> février 2017.

Discussion.

Vote.

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201455]

**2 FEBRUARI 2017. — Decreet betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder:

1° de "Forem": de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

2° de RVA: de "Office national de l'Emploi" (Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening);

3° de activering van werkuittredingen: de activering van uitkeringen bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 7°, b), van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

4° de niet-werkende werkzoekende: de persoon die bij de "Forem" als werkzoekende ingeschreven is en die zich in een werkloosheidsperiode bevindt;

5° de werkloosheidsperiode: de periode die begint te lopen bij de inschrijving van de werkzoekende bij de "Forem", waarin bedoelde werkzoekende niet in het kader van een arbeidsovereenkomst is aangeworven, noch zich in een statutaire relatie bevindt en geen activiteit uitoefent als zelfstandige als hoofdactiviteit;

- 6° de jonge werkzoekende: de niet-werkende werkzoekende die de leeftijd van 25 jaar niet heeft bereikt;
- 7° de langdurige werkzoekende: de werkzoekende die sinds meer dan twaalf maanden niet-werkend is;
- 8° de laaggeschoolde werkzoekende : de werkzoekende die geen getuigschrift of diploma van het hoger secundair onderwijs of geen gelijkwaardig getuigschrift of diploma beschikt;
- 9° de middelmatig geschoolde werkzoekende : de werkzoekende die hoogstens een getuigschrift of een diploma van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig getuigschrift of diploma beschikt;
- 10° de indiensttreding: de dag waarop de werknemer de uitvoering van de arbeidsovereenkomst begint.
- De Regering bepaalt:
- 1° de hoedanigheden gelijkgesteld met de hoedanigheid van niet-werkende werkzoekende in de zin van het eerste lid, 4°;
- 2° de tewerkstellingsperiodes gelijkgesteld met de werkloosheidsperiode in de zin van het eerste lid, 5°.

## HOOFDSTUK II. — *Steun voor de indienstneming van de werkzoekenden*

### *Afdeling 1. — Toepassingsgebied*

**Art. 2.** De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op de werkzoekende in dienst genomen door:

- 1° een universitaire onderwijsinstelling als lid van het academische en wetenschappelijke personeel;
- 2° een andere onderwijsinstelling als lid van het onderwijzend personeel;
- 3° de federale Staat, met inbegrip van de rechterlijke macht, de Raad van Staat, de leger en de federale politie;
- 4° een Gemeenschap of een Gewest, met uitzondering van een onderwijsinstelling voor een werknemer niet bedoeld in de punten 1° en 2°;
- 5° de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;
- 6° een instelling van openbaar nut of een openbare instelling onder het gezag van de entiteiten bedoeld in de punten 3°, 4° of 5°, met uitzondering van een openbare kredietinstelling, een openbare autonome onderneming, een openbare maatschappijen voor personenvervoer, een openbare instelling voor het personeel dat ze in dienst neemt als uitzendkracht om bedoeld personeel ter beschikking te stellen van gebruikers met het oog op de uitvoering van een tijdelijke arbeid overeenkomstig de wet van 24 juli 1987 op de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers en van een onderwijsinstelling voor een werknemer die niet bedoeld is in 1° en 2°.

### *Afdeling 2. — Activering van de werkuitkeringen van de jonge werkzoekenden*

**Art. 3.** De werkzoekende die het voorwerp uitmaakt van een indienstneming geniet een werkuitkering als hij de dag voor zijn indiensttreding aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° een jonge werkzoekende zijn;
- 2° laaggeschoold of middelmatig geschoold zijn en, in dit laatste geval, sinds minstens zes maanden niet-werkend zijn;
- 3° zijn hoofdverblijfplaats hebben op het grondgebied van het Franstalige taalgebied.

### *Afdeling 3. — Activering van de werkuitkeringen van de langdurige werkzoekenden*

**Art. 4.** De werkzoekende die het voorwerp uitmaakt van een indienstneming geniet een werkuitkering volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten als hij de dag voor zijn indiensttreding aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° een langdurige werkzoekende zijn;
- 2° zijn hoofdverblijfplaats hebben op het grondgebied van het Franstalige taalgebied.

### *Afdeling 4. — Duur, bedragen en betaling van de werkuitkeringen*

**Art. 5.** De in artikel 3 bedoelde werkuitkering wordt toegekend tijdens maximum 36 maanden te rekenen van de indiensttreding. De werkzoekende mag die werkuitkering slechts één keer genieten, in voorkomend geval, in het kader van verschillende arbeidsovereenkomsten gesloten met één of meerdere werkgevers met inachtneming van de in artikel 10 vastgelegde schorsingsmodaliteiten.

De in artikel 4 bedoelde werkuitkering wordt tijdens maximum 24 maanden te rekenen van de indiensttreding toegekend, in voorkomend geval, in het kader van verschillende arbeidsovereenkomsten gesloten met één of meerdere werkgevers met inachtneming van de in artikel 10 vastgelegde schorsingsmodaliteiten. De werkzoekende mag die werkuitkering meermaals genieten zodra hij de in artikel 4 bedoelde toekenningsvoorwaarden vervult.

De toekenningsduur voor de werkuitkeringen bedoeld in het eerste en het tweede lid kan gewijzigd worden door de Regering.

**Art. 6.** Onverminderd artikel 7 worden de in de artikelen 3 en 4 bedoelde werkuitkeringen per maand betaald en de Regering legt de bedragen van die afbetalingen evenals de degressiviteit vast.

Daartoe houdt de Regering rekening met de ontwikkeling van de arbeidsmarkt voor de betrokken werkzoekenden, met de economische groei en met de begroting.

De werkuitkering wordt berekend en uitbetaald naar gelang van de gepresteerde arbeidsregeling.

Het voor een bepaalde kalendermaand geïnd bedrag van de werkuitkering wordt verkregen door het bedrag van de door de Regering bepaalde maandelijkse afbetalingen respectievelijk te vermenigvuldigen door een breuk waarvan:

1° de teller gelijk is aan het aantal uren waarvoor een bezoldiging wordt verschuldigd tijdens de door die arbeidsovereenkomst gedekte periode die in die vastgelegde kalendermaand inbegrepen is;

2° de noemer gelijk is aan vier keer de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de maatpersoon, verhoogd met de betaalde uren inhaalrust ingevolge een regeling tot vermindering van de arbeidsduur.

Indien het resultaat van de in het eerste lid bedoelde formule in de loop van een vastgelegde kalendermaand respectievelijk het bedrag van de door de Regering bepaalde maandelijkse afbetalingen overschrijdt, is het bedrag van de werkuitkering die voor die vastgelegde kalendermaand toegekend kan worden, gelijk aan het bedrag van de door de Regering bepaalde maandelijkse afbetalingen.

Overeenkomstig artikel 7, § 1bis, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeider wordt het bedrag van de maandelijkse afbetaling van de werkuitkering door de werkgever afgetrokken van het nettoloon waarop de werknemer recht heeft voor de betrokken maand.

De werkuitkering is niet hoger dan het nettoloon van de werknemer.

**Art. 7.** De betaling van een in de artikelen 3 en 4 bedoelde werkuitkering wordt verminderd of geschorst tijdens de duur waarin de betaling van de bezoldiging :

1° door de werkgever respectievelijk verminderd of geschorst wordt, ongeacht de reden;

2° door een derde wordt uitgevoerd.

#### *Afdeling 5. — Duur, schorsing en stopzetting van de werkuitkeringen*

**Art. 8.** Op grond van de informatie waarover hij beschikt en overeenkomstig de bepalingen van de werkloosheidswetgeving die de taken regelen van de instellingen bedoeld in artikel 7, § 1, derde lid, *i*), van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en van de RVA als administratieve en technische operatoren, gaat de RVA over tot de toekenning, de schorsing, de stopzetting en de terugvordering van de activering van de werkuitkeringen bedoeld in de artikelen 3 en 4.

De Regering kan de procedures m.b.t. de toekenning, de schorsing, de stopzetting en de terugvordering van de activering van de werkuitkeringen aanpassen of aanvullen.

De aanvraag voor de activering van de werkuitkeringen wordt door de werkzoekende ingediend bij de instellingen bedoeld in artikel 7, § 1, derde lid, *i*), van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en moet in ontvangst worden genomen binnen de door de Regering bepaalde maand. Bij laattijdige ontvangst van de aanvraag door bovenvermelde instellingen kan de activering beperkt worden in verhouding tot wat de Regering bepaalt.

De werkzoekende die een werkuitkering in het kader van een met de werkgever gesloten arbeidsovereenkomst heeft genoten, moet geen nieuwe aanvraag voor werkuitkeringen indienen als hij door dezelfde werkgever opnieuw in dienst is genomen binnen een kortere termijn dan de door de Regering bepaalde termijn.

**Art. 9.** Het is elke werkgever, die hoofdzakelijk het voornemen heeft de voordelen van dit decreet te genieten, verboden :

1° de arbeidsovereenkomst van een werknemer op te zeggen ten einde een werkzoekende in dienst te nemen om hem te vervangen;

2° de arbeidsovereenkomst van een werknemer op te zeggen om hem later voor dezelfde functie opnieuw in dienst te nemen als werkzoekende of zijn indienstneming mogelijk te maken als werkzoekende door een andere werkgever van zijn werkgeversgroepering in de zin van artikel 187 van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen.

**Art. 10.** De toekenning van een in de artikelen 3 en 4 bedoelde werkuitkering wordt geschorst wanneer :

1° de door de werkzoekende gesloten arbeidsovereenkomst eindigt;

2° de werkzoekende zijn hoofdverblijfplaats niet meer heeft op het grondgebied van het Franstalige taalgebied.

De in het eerste lid, 1°, bedoelde schorsing heeft uitwerking op de dag volgend op de datum van het einde van de arbeidsovereenkomst. De in het eerste lid, 2°, bedoelde schorsing gaat in op de eerste dag van de tweede maand volgend op de kennisgeving van de in het eerste lid, 2°, bedoelde feiten door de RVA.

Behalve toepassing van artikel 11, eerste lid, 3, wordt de schorsing geheven op verzoek van de werkzoekende wanneer:

1° hij een arbeidsovereenkomst met een werkgever sluit;

2° hij zijn hoofdverblijfplaats opnieuw op het grondgebied van het Franstalige taalgebied heeft.

De toekenning van de werkuitkering kan meermaals geschorst worden.

**Art. 11.** De toekenning van een in de artikelen 3 en 4 bedoelde werkuitkering wordt geschorst wanneer :

1° de in artikel 5 bedoelde termijnen respectievelijk aflopen;

2° wat betreft de in artikel 3 bedoelde werkuitkering, de werkzoekende 28 jaar is;

3° wat betreft de in artikel 4 bedoelde werkuitkering, de toekenning ervan overeenkomstig artikel 10 geschorst is tijdens een ononderbroken periode die de door de Regering bepaalde periode overschrijdt;

4° wat betreft de in artikel 4 bedoelde werkuitkering, de werkzoekende de wettelijke pensioenleeftijd heeft bereikt.

De stopzetting van de werkuitkering heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op het in het eerste lid bedoelde gebeurtenis.



*Afdeling 6. — Databank*

**Art. 12.** De werkzoekende kan toegang hebben tot een beveiligde elektronische databank op de website van de "Forem" en daarin nagaan, hoewel hij nog niet door een werkgever in dienst genomen wordt, of voldaan wordt aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de werkuitkeringen bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 3°, of in artikel 4, eerste lid, 1° en 2°.

De aan het einde van die verificatie verkregen informatie ontslaat de werkzoekende niet van het voldoen aan de in de artikelen 3 en 4 bedoelde voorwaarden op de dag voor zijn indiensttreding bij de werkgever.

De "Forem" zorgt voor de bijwerking van de databank op grond van de informatie waarover hij beschikt alsook van de bewijsstukken die hem door de werkzoekende overgemaakt worden, zoals bepaald door de Regering.

*Afdeling 7. — Cumulatie*

**Art. 13.** De in de artikelen 3 en 4 bedoelde werkuitkeringen mogen niet gelijktijdig gecumuleerd worden.

Ze mogen niet toegekend worden op hetzelfde ogenblik als een programma voor wedertewerkstelling zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of als een andere financiële tegemoetkoming in de bezoldiging.

Daarentegen mogen ze toegekend worden op hetzelfde ogenblik als de verminderingen van de sociale bijdragen.

*Afdeling 8. — Toezicht, controle en sancties*

**Art. 14.** Onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de werkuitkeringen en de socialezekerheidsbijdragen, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn, worden de controle en het toezicht op dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

HOOFDSTUK III. — *Steun voor de indienstneming van de oudere werknemers*

**Art. 15.** Artikel 339 van de programmawet (I) van 24 december 2002, vervangen bij de wet van 24 december 2002, wordt vervangen als volgt :

"**Art. 339.** De Regering bepaalt de voorwaarden en de regels volgens welke een doelgroepvermindering toegekend kan worden aan de werknemer van categorie 1 bedoeld in artikel 330 die aan de minimale volgende voorwaarden voldoet :

1° op de laatste dag van het kwartaal minimaal minstens 55 jaar zijn;

2° een refertekwartaalloon lager dan de door de Regering bepaalde loongrens hebben.

De vermindering is gelijk per kwartaal aan de bedragen die door de Regering respectievelijk bepaald worden voor de werknemers die op de laatste dag van het kwartaal minstens de leeftijd van 55 tot 57 jaar hebben bereikt, voor de werknemers die op de laatste dag van het kwartaal minstens de leeftijd van 58 tot 61 jaar hebben bereikt en voor de werknemers die op de laatste dag van het kwartaal minstens 62 jaar zijn.

De vermindering houdt op vanaf de eerste dag van het kwartaal volgend op het kwartaal waarin de werknemers de wettelijke pensioenleeftijd hebben bereikt.

De Regering kan de minimale leeftijd van de in het eerste lid, 1°, bedoelde werknemers, de bedragen van de doelgroepvermindering en de leeftijdscategorieën wijzigen. Rekening houdende met de ontwikkeling van de arbeidsmarkt voor de betrokken werkzoekenden, met de economische groei en met de begroting kan de Regering ook het voordeel van de doelgroepvermindering uitbreiden tot werknemers van andere categorieën bedoeld in artikel 330."

**Art. 16.** In artikel 338/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, worden de woorden "overeenkomstig de onderafdelingen 2, 3, 5, 5bis, 7, 10, 11, 12, 13 en 14" telkens vervangen door de woorden "overeenkomstig de onderafdelingen 2, 3, 10, 12, 13 en 14".

**Art. 17.** In artikel 338/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, worden de woorden "de artikelen 335 tot 341bis, 346 tot en met 347bis, 353bis, 353bis/9 tot 353bis/14, 353ter en 353quater" vervangen "de artikelen 335 tot 338, 339, 341bis, 353bis/9, 353bis/10, 353bis/12 tot 353bis/14, 353ter en 353quater".

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen**Afdeling 1. — Beoordeling*

**Art. 18.** Volgens de door haar bepaalde modaliteiten belast de Regering er de "FOREm" mee om minstens één keer per legislatuur over te gaan tot de beoordeling van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

De Regering of haar afgevaardigde kan de vorm en de inhoud van de in het eerste lid bedoelde beoordeling nader bepalen.

*Afdeling 2. — Wijzigingsbepalingen*

**Art. 19.** In artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt: "Op grond van de machtiging als bedoeld in het eerste lid kunnen geen maatregelen worden genomen die strekken tot het verminderen van de sociale zekerheidsbijdragen voor de werkgevers in de bagger- en de sleepvaartsector en in de sector van de koopvaardij".

*Afdeling 1. — Overgangsbepalingen*

**Art. 20.** In de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders worden opgeheven:

1° artikel 7, § 1, derde lid, zc), ingevoegd bij de wet van 22 december 2008;

2° artikel 7, § 1quinquies, gewijzigd bij de wet van 22 december 2008.

**Art. 21.** In artikel 3, § 1, van de besluitwet van 7 februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in het derde lid worden de woorden "door de reder en/of " opgeheven;

2° het vierde, het vijfde en het zesde lid worden opgeheven.

**Art. 22.** In artikel 37ter, § 1, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, vervangen bij de wet van 20 juli 2005 en gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, wordt de eerste zin opgeheven.

**Art. 23.** In titel X, hoofdstuk 11, van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en diverse bepalingen, wordt de afdeling 2, die de artikelen 194 en 195 omvat, opgeheven.

**Art. 24.** In titel IV, hoofdstuk 7, afdeling 3, onderafdeling 3, van de programmawet (I) van 24 december 2002, worden de artikelen 340 tot 341 opgeheven.

**Art. 25.** In titel IV, hoofdstuk 7, afdeling 3, van dezelfde programmawet, wordt de onderafdeling 5, die de artikelen 346 en 347 omvat, opgeheven.

**Art. 26.** In titel IV, hoofdstuk 7, afdeling 3, van dezelfde programmawet, wordt de onderafdeling 7, die artikel 353bis, ingevoegd bij de wet van 22 december 2003 en gewijzigd bij de wetten van 19 juni 2009 en 4 juli 2011 omvat, opgeheven.

**Art. 27.** In titel IV, hoofdstuk 7, afdeling 3, van dezelfde programmawet, wordt de onderafdeling 11, die artikel 353bis/11, ingevoegd bij de wet van 24 april 2014, omvat, opgeheven.

**Art. 28.** In het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering worden de volgende artikelen opgeheven:

1° de artikelen 36ter, 36sexies en 129ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 maart 2006;

2° de artikelen 129bis en 129quater, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 11 juni 2009 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 mei 2009, 20 december 2012 en 22 januari 2013;

3° artikel 131, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juli 2012;

4° artikel 131septies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 juli 2000 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 december 2011;

5° artikel 131octies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 januari 2002;

6° artikel 131nonies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 april 2010.

**Art. 29.** In titel III, hoofdstuk III, van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I) betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen worden de volgende artikelen opgeheven :

1° de artikelen 7 en 13;

2° artikel 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 maart 2007;

3° artikel 9, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juli 2013 en het koninklijk besluit van 26 januari 2014;

4° artikel 9bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 januari 2004;

5° de artikelen 10 en 11 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 maart 2007;

6° artikel 14bis, eerste lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 januari 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 maart 2007.

**Art. 30.** In titel III van hetzelfde besluit, worden hoofdstuk V, dat de artikelen 17 tot 20, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 januari 2013, omvat, hoofdstuk VII dat de artikelen 28/1 tot 28/1, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 juli 2004, omvat en hoofdstuk XI, dat artikel 28/12, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 april 2014 omvat, opgeheven.

**Art. 31.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 januari 2014;

2° het koninklijk besluit van 29 maart 2006 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders ter bevordering van de tewerkstelling van laaggeschoolde of erg laag geschoolde jongeren, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 mei 2007;

3° het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een gerechtigde op maatschappelijke integratie die wordt aangeworven in het kader van het Activaplan, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 april 2004;

4° het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp die wordt aangeworven in het kader van het Activaplan, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 april 2004;

5° het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in het kader van de invoeginterim (voor de gerechtigden op maatschappelijke integratie);

6° het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn voor een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp in het kader van de invoeginterim, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 april 2004.

#### Afdeling 4. — Overgangsbepalingen

**Art. 32.** Voor de werknemers die voor de inwerkingtreding van dit decreet in dienst zijn getreden, behouden de werkgevers tot uiterlijk 30 juni 2020 het voordeel van de verminderingen van de sociale werkgeversbijdragen geregeld bij of krachtens de artikelen 340 tot 341, 346, 347, 353bis en 353bis/11 van de programmawet (I) van 24 december 2002.

Voor de verminderingen van de sociale werkgeversbijdragen bedoeld in artikel 353bis is het refertekwartaalloon bedoeld in artikel 28/1, 3°, van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 (I) betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen lager dan de door de Regering bepaalde loongrens.

**Art. 33.** Artikel 7, § 1, derde lid, zc) en § 1, quinquies van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en artikel 131*nonies* van het koninklijk van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering blijven van toepassing op de overstappen die voor de inwerkingtreding van dit decreet hebben plaatsgevonden en op de overstappen betreffende de aanvragen voor de toekenning van de overstappremie ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet.

De in het eerste lid bedoelde overstappremies worden tot hun vervaldatum toegekend.

**Art. 34.** Artikel 36*sexies* van het koninklijk van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering blijft van toepassing op de vestigingen als zelfstandige waarvan de voorbereidende periode voor de inwerkingtreding van dit decreet is begonnen en op de vestigingen betreffende de aanvragen voor de toekenning van uitkeringen ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet.

De in het eerste lid bedoelde vestigingsuitkeringen worden tot hun vervaldatum toegekend.

**Art. 35.** Artikel 131*septies* van het koninklijk van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering blijft van toepassing op de indienstnemeningen die beginnen te lopen voor de inwerkingtreding van dit decreet en op de indienstnemeningen betreffende de aanvragen voor de toekenning van een mobiliteitstoelag ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 36.** De artikelen 129*bis* tot 129*quater* van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering blijven van toepassing op de indienstnemeningen, statutaire aanwervingen of vestigingen als zelfstandige die beginnen te lopen voor de inwerkingtreding van dit decreet, op de indienstnemeningen, statutaire aanwervingen of vestigingen als zelfstandige die het voorwerp hebben uitgemaakt van een aanvraag voor de toekenning of de hernieuwing van een werkhervattingsstoelag voor de inwerkingtreding van dit decreet en op de indienstnemeningen, statutaire aanwervingen of vestigingen als zelfstandige die het voorwerp hebben uitgemaakt van een hernieuwingsaanvraag ingediend na de inwerkingtreding van dit decreet.

De werkhervattingsstoelagen voor de in het vorige lid bedoelde indienstnemeningen, statutaire aanwervingen of vestigingen als zelfstandige worden tot hun vervaldatum toegekend voor de tijdelijke stoelagen en maximum tot 30 juni 2020 voor de stoelagen met een onbepaalde duur.

**Art. 37.** Artikel 36*ter* van het koninklijk van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering blijft van toepassing op de individuele beroepsopleidingen in een onderneming die beginnen te lopen voor de inwerkingtreding van dit decreet en op de individuele beroepsopleiding in een onderneming die het voorwerp hebben uitgemaakt van aanvragen voor een opleidingsuitkering ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet.

De voor de in het eerste lid bedoelde opleidingen toegekende uitkeringen worden toegekend tot het einde van de individuele beroepsopleiding in een onderneming.

**Art. 38.** Artikel 131 van het koninklijk van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering blijft van toepassing op de beroepsopleidingen die beginnen te lopen voor de inwerkingtreding van dit decreet en op de beroepsopleiding die het voorwerp hebben uitgemaakt van aanvragen voor de toekenning van de toeslag ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 39.** Artikel 131*octies* van het koninklijk van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering blijft van toepassing op de beroepsopleidingen en op de opleidings- of inschakelingsacties die beginnen te lopen voor de inwerkingtreding van dit decreet en op de beroepsopleidingen en op de opleidings- of inschakelingsacties die het voorwerp hebben uitgemaakt van aanvragen voor de toekenning van de toeslag ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet.

De stoelagen voor de opleidingen en acties bedoeld in het eerste lid worden toegekend tot het einde van de opleiding of de actie.

**Art. 40.** De werknemers die voor de inwerkingtreding van dit decreet in dienst zijn getreden, behouden hun werkuiterkeringen tot uiterlijk 30 juni 2020 overeenkomstig de voorwaarden bepaald krachtens het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden, het koninklijk besluit van 29 maart 2006 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders ter bevordering van de tewerkstelling van laaggeschoolde of erg laag geschoolde jongeren, zoals van kracht voor de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor de werknemers die voor de inwerkingtreding van dit decreet in dienst zijn getreden, behouden de werkgevers de financiële tegemoetkomingen gestort door de OCM'S tot uiterlijk 30 juni 2020, overeenkomstig de voorwaarden bepaald krachtens het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een gerechtigde op maatschappelijke integratie die wordt aangeworven in het kader van het Activaplan en het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in de loonkost van een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp die wordt aangeworven in het kader van het Activaplan, zoals van kracht voor de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 41.** Voor de werknemers die voor de inwerkingtreding van dit decreet in dienst zijn getreden, behouden de interimbedrijven de voordelen toegekend in het kader van de invoeginterim tot uiterlijk 30 juni 2020, overeenkomstig de voorwaarden bepaald krachtens het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn in het kader van de invoeginterim (voor de gerechtigden op maatschappelijke integratie) en het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn voor een rechthebbende op financiële maatschappelijke hulp in het kader van de invoeginterim.

**Art. 42.** De werknemer die de dag voor de inwerkingtreding van dit decreet het recht zou kunnen openen op een vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen overeenkomstig artikel 339 van de programmawet (I) van 24 december 2002 blijft tot de laatste dag van het kwartaal voor het kwartaal waarin hij de leeftijd van 55 jaar heeft bereikt, in aanmerking komen voor de vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen zoals geregeld bij die beschikking voor de inwerkingtreding van dit decreet.

In afwijking van het eerste lid is het refertekwartalloon vanaf 1 januari 2018 lager dan de door de Regering bepaalde loongrens.

**Art. 43.** Als een werknemer in een ander Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap overeenkomstig federale bepalingen opgeheven bij of krachtens dit decreet na zijn indiensttreding in aanmerking komt voor een activering van werkuittredingen, en zijn hoofdverblijfplaats in het Franse taalgebied vestigt, wordt het voordeel van die activering van die werkuittredingen ten gunste van die werknemer gehandhaafd tot de vervaldatum ervan en uiterlijk tot 30 juni 2020.

Als een werknemer in een ander Gewest of in de Duitstalige Gemeenschap overeenkomstig federale bepalingen opgeheven bij of krachtens dit decreet na zijn indiensttreding in aanmerking komt voor een vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen en overgedragen wordt naar een inrichtingseenheid gelegen in het Franse taalgebied of als zijn werkgever over geen inrichtingseenheid in België beschikt, wordt de toekenning van die vermindering van sociale zekerheidsbijdragen gehandhaafd tot de vervaldatum ervan en uiterlijk tot 30 juni 2020.

Het eerste en het tweede lid is niet van toepassing wanneer de indiensttreding van de werknemer, respectievelijk aan de oorsprong van de activering van werkuittredingen of van de verminderingen van sociale zekerheidsbijdragen, plaats heeft gevonden na de opheffing van de erin bedoelde federale bepalingen door het Gewest waarin zijn hoofdverblijfplaats of de inrichtingseenheid waarin hij wordt tewerkgesteld, respectievelijk gelegen waren.

*Afdeling 5. — Inwerkingtreding*

**Art. 44.** Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 februari 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,

C. LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2016-2017.

Stukken van het Waals Parlement 698 (2016-2017) Nrs. 1 tot 11.

Volledig verslag, openbare vergadering van 1 februari 2017.

Bespreking.

Stemming

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/11229]

**9 MARS 2017.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant la composition et les règles de fonctionnement du Comité d'Accompagnement chargé du suivi du rapport sur les incidences environnementales qui doit être joint au projet de PPAS « Science » à Bruxelles

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (COBAT) adopté par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 avril 2004 et ratifiée par l'ordonnance du 13 mai 2004 qui abroge au 5 juin 2004, date d'entrée en vigueur du Code, les dispositions à valeur légale en matière d'aménagement du territoire, et ses modifications;

Vu la délibération de la Conseil communal de la ville de Bruxelles du 22 juin 2015 par lequel en application de l'article 45 du COBAT le Département Urbanisme de la Ville de Bruxelles, représenté par Sarah Moutury, est désigné comme auteur de projet du PPAS et du RIE et chargé de leur élaboration;

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/11229]

**9 MAART 2017.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van de samenstelling en de werkingsregels van het Begeleidingscomité belast met de opvolging van het milieueffectenrapport dat gevoegd dient te worden bij de ontwerpen van BBP "Wetenschap" te Brussel

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO) aangenomen bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 april 2004 en geratificeerd door de ordonnantie van 13 mei 2004 die op 5 juni 2004, datum van inwerkingtreding van het Wetboek, de wetsbepalingen inzake ruimtelijke ordening opheft, evenals zijn wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van de stad Brussel van 22 juni 2015 waarbij in toepassing van artikel 45 van het BWRO het Departement Stedenbouw van de Stad Brussel, voortegenwoordigd door Sarah Moutury, aangeduid wordt als ontwerper en opmaker van het milieueffectenrapport en het BBP;